

Gouvernement Pas d'état de grâce

J.K.M

Libreville/Gabon

Au regard du climat social et de la morosité actuelle de la situation économique de notre pays, les membres de l'équipe du Premier ministre font face à plusieurs fronts.

LE gouvernement Issoze Ngondet dont la composition a été rendue publique le 2 octobre dernier n'a bénéficié d'aucun état de grâce. A peine installés, plusieurs de ses membres ont été contraints, avec des fortunes diverses, de ramener la sérénité sur le front social. Particulièrement du côté de la Poste, l'Agence gabonaise de presse (AGP), Sodexo, Maurel & Prom, etc. En dehors de cette dernière entité, dans toutes les autres, les agents réclament le paiement des arriérés de salaires. Mais, sans doute dans le secteur de l'Éducation, où le titulaire de ce portefeuille ministériel,

Florentin Moussavou, a fort à faire face aux mots d'ordre de grève des principaux syndicats des enseignants. Lesquels subordonnent le retour à l'école de leurs adhérents et sympathisants à la satisfaction d'un certain nombre de leurs revendications. Notamment la construction des salles de classe, la dotation d'établissements scolaires en



Photo : Bandoma

Le Premier ministre, Franck Emmanuel Issoze Ngondet, ambitieux sur les objectifs de son gouvernement.



Photo : Wilfried Mbinah

Le ministre de l'Éducation nationale, Florentin Moussavou...



Photo : Adjaf Nkoutoume

... a fort à faire face aux exigences de la Conasysed.

tables-bancs, le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP), etc. Dans un contexte économique difficile marqué par la hausse du déficit courant et la diminution significative des ressources budgétaires, le gouvernement

doit faire montre d'inventivité et d'efficacité pour satisfaire les enseignants et, au-delà, les aspirations profondes des populations. A cet égard, lors d'une communication, le 13 octobre dernier, le Premier ministre avait clairement indi-

qué la voie en invitant "le gouvernement à développer en toutes circonstances, à travers la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), une stratégie économique du progrès pour renforcer la confiance des opérateurs

économiques nationaux et des partenaires extérieurs de l'action publique".

Au plan politique, les ministres multiplient les rencontres avec les populations et les déplacements à l'intérieur du pays. Le message à transmettre est clair : les élections présidentielles sont terminées, il faut se remettre résolument au travail pour relever les défis auxquels notre pays est confronté. Les récentes inondations à Akanda, dans la banlieue nord de Libreville, viennent de nous le rappeler tristement.

De même, il paraît primordial d'asseoir et de définir, aussi vite que nécessaire, les contours du dialogue national sans tabou prôné par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. D'autant plus que plusieurs acteurs politiques, et pas des moindres, semblent en avoir une interprétation personnelle. Entre les exigences du président de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemezo'Obiang, celles du vice-président de l'Union nationale (UN), Mike Steeve Jocktane, et les volte-face du président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Me Louis Gaston Mayila, difficile de s'y retrouver.

Une chose est certaine, en prônant la tenue de ce conclave, le président de la République ambitionne ni plus ni moins, comme il

l'avait indiqué dans son discours d'investiture, que "ce dialogue nous sorte définitivement de la logique du conflit permanent qui dénature fortement nos valeurs; nos relations et notre vivre-ensemble". Ce qui suppose "un travail de modernisation et de refondation de notre Constitution afin de construire des institutions encore plus fortes plus ancrées dans nos valeurs, et davantage au service du développement".

C'est dire l'ampleur de la tâche du ministre d'Etat, ministre des Relations avec les Institutions constitutionnelles, Francis Nkea, chargé justement de mettre sur pied le dialogue politique. Une nécessité pour les populations désireuses de faire en sorte que les élections ne débouchent plus sur des contestations et des violences.

Dans tous les cas, à l'évocation récente par le Premier ministre, des mesures prioritaires des cent premiers jours de son gouvernement, la tâche des membres de son équipe n'est pas de tout repos. Loin s'en faut. Tant il était apparu ambitieux, déterminé et exigeant à accélérer les réformes en cours et à ouvrir des nouveaux chantiers, afin d'atteindre l'objectif fixé par le chef de l'Etat en 2009 : faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025.